

POINT SUR LA FISCALITÉ AU LUXEMBOURG

MESURES EN VIGUEUR ET À VENIR EN 2017

I. Les mesures temporaires déjà en vigueur

A. PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES RÉALISÉES PAR DES PARTICULIERS

Les **plus-values immobilières** réalisées sur la vente d'immeubles faisant partie du patrimoine privé du contribuable sont **imposées au ¼ du taux global**, alors que selon le régime normal elles seraient imposées au ½ taux global. L'acquisition de ces immeubles par le contribuable doit remonter à plus de 2 ans. Cette mesure est valable du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2017. Les plus-values réalisées lors de la vente de la résidence principale ne sont pas taxables et ne sont donc pas concernées par cette mesure temporaire.

B. RÉGULARISATION FISCALE

Jusqu'au 31 décembre 2017, le contribuable qui n'a pas respecté ses obligations fiscales peut, sous certaines conditions, procéder à une régularisation fiscale auprès de l'administration fiscale. Moyennant ce régime temporaire, le contribuable n'encourt pas les sanctions applicables en matière de fraude fiscale qui peuvent s'élever jusqu'au décuple du montant éludé assorti d'une peine de prison allant de 1 mois à 5 ans.

La régularisation fiscale permet de régulariser des revenus / avoirs non déclarés dans le passé. Ainsi, les personnes physiques et les sociétés ayant détenu des avoirs ou ayant perçu des revenus - de source luxembourgeoise ou étrangère - qui n'auraient pas fait l'objet d'une déclaration au Luxembourg, peuvent bénéficier de cette procédure temporaire. Sont notamment visés :

- l'impôt sur le revenu,
- l'impôt sur la fortune,
- les droits de succession, et
- les droits d'enregistrement.

Quant aux **revenus bancaires**, sont concernés les avoirs ou les revenus détenus auprès **d'une banque luxembourgeoise ou auprès d'une banque à l'étranger**.



BGL
BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Comment régulariser sa situation fiscale :

Le contribuable qui désire régulariser, introduit une **déclaration spontanée rectificative, unique et exhaustive sur tous les avoirs détenus et / ou revenus perçus** qui n'ont jamais fait l'objet d'une déclaration au cours des 10 dernières années auprès de son bureau d'imposition accompagnée des pièces justificatives. Il n'est donc pas possible de faire plusieurs régularisations.

Si la déclaration rectificative est déposée en 2016, le contribuable paie l'impôt élué non prescrit majoré d'un montant correspondant à 10 % du montant des impôts élués non prescrit. Si la déclaration rectificative est déposée en 2017, le contribuable paie l'impôt élué non prescrits majoré d'un montant correspondant à 20 % du montant des impôts élués non prescrits. Le contribuable doit payer les impôts élués ainsi que la majoration des impôts endéans le mois à partir de la notification du bulletin d'impôt rectificatif.

La déclaration rectificative doit être spontanée, et la régularisation n'est pas accordée notamment si une procédure administrative ou judiciaire est déjà en cours en relation avec les impôts élués avant la date de dépôt de la déclaration rectificative.

À partir de 2018, la procédure de régularisation fiscale telle que décrite ci-dessus ne sera plus applicable. Le contribuable sera donc soumis aux sanctions prévues par la loi fiscale.

Le Luxembourg participe à l'échange automatique au sein de l'Union européenne ainsi qu'avec d'autres pays ne faisant pas partie de l'Union européenne à partir de 2017 sur les données de 2016.

Dans ce cadre, le Luxembourg recevra des informations concernant les résidents luxembourgeois détenant un compte à l'étranger. L'échange automatique sur les données de 2017 entre la Suisse et le Luxembourg aura lieu en 2018.

II. Les mesures annoncées dans le cadre de la réforme fiscale 2017

S'agissant d'un projet de loi, ces mesures n'ont pas encore été votées, et restent susceptibles d'être amendées avant le vote définitif du texte.

A. MESURES CONCERNANT LES PARTICULIERS

1. L'**impôt d'équilibrage budgétaire temporaire de 0,5 %** perçu sur les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine est aboli.
2. Le **barème d'imposition** est revu avec une adaptation des tranches, et l'introduction de nouveaux taux d'imposition pour la classe 1, à savoir **41 %** à partir d'un revenu annuel de 150.000 EUR et du taux maximal de **42 %** à partir d'un revenu annuel de 200.000 EUR.
3. Le **taux de la retenue à la source libératoire sur les intérêts** passe de 10 % à 20 %. Comme actuellement, la retenue à la source ne s'applique pas sur les comptes et les livrets d'épargne sur lesquels les intérêts sont crédités en une seule fois, si les intérêts ne dépassent pas un montant annuel de 250 EUR par personne et par établissement de crédit.
4. L'**imposition de la valeur locative** de l'habitation personnelle est abolie.

Les **plafonds des intérêts débiteurs d'un prêt immobilier** pour une résidence principale seront augmentés par membre du foyer comme suit :

Déductibilité des intérêts débiteurs du prêt hypothécaire

	Année de l'occupation & 5 années suivantes	5 années subséquentes	Années suivantes
Actuellement	1.500 EUR	1.125 EUR	750 EUR
Réforme	2.000 EUR	1.500 EUR	1.000 EUR

source : reforme-fiscale.public.lu

■ Découvrez nos solutions pour **construire, acheter, rénover ou investir** sur bgl.lu ou en agence.

5. Le plafond annuel de déduction des cotisations versées dans le cadre d'un **contrat d'épargne-logement** est doublé pour les contribuables jusqu'à l'âge de 40 ans (1.344 EUR par personne faisant partie du ménage contre 672 EUR actuellement). Cette mesure concerne aussi bien les contrats en cours que toute nouvelle souscription. Profitez de ces nouveaux plafonds et découvrez notre solution **d'épargne-logement Schwäbisch Hall avec laquelle vous pouvez à la fois financer un bien immobilier tout en profitant des déductions fiscales**.

■ Découvrez l'épargne-logement **Schwäbisch Hall** sur bgl.lu ou en agence.

6. Pour stimuler l'offre en **logements sociaux**, 50 % des loyers nets provenant de la location d'immeubles à des organismes agréés comme l'Agence Immobilière Sociale sont exonérés.
7. Dans le cadre de **l'assurance prévoyance-retraite**, l'échelonnement actuel de 1.500 EUR à 3.200 EUR des montants annuels déductibles en fonction de l'âge du souscripteur (article 111bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu) est aboli. Dès le 1^{er} janvier 2017, le seuil maximum déductible pour ces contrats passera à 3.200 EUR, quel que soit l'âge du souscripteur. Cette mesure concerne aussi bien les contrats en cours que toute nouvelle souscription.

Notre solution d'assurance prévoyance-retraite, OptiPension⁺, vous permettra de pleinement profiter de ce changement que ce soit pour une assurance existante ou toute nouvelle souscription

■ Découvrez **OptiPension⁺** sur bgl.lu ou en agence.

8. Autre nouveauté pour les contrats de prévoyance-retraite : En ce qui concerne le **remboursement de l'épargne accumulée dans le cadre d'un contrat de prévoyance-retraite**, la réforme prévoit de supprimer l'obligation actuelle de remboursement de l'épargne accumulée à concurrence de tout au plus 50 % sous forme d'un capital et de la souscription ou la conversion, pour le solde, à un contrat d'assurance garantissant une rente viagère payable mensuellement. À l'avenir, le remboursement pourra se faire soit en tant que capital, soit en tant que rente viagère payable mensuellement, soit de manière combinée dans les proportions désirées par le souscripteur. Les contrats en cours seront également visés par cette mesure.

Concrètement :

Situation jusqu'au 31/12/2016	Situation après le 01/01/2017
≤ 50 % du capital et le reste en rente viagère	Le client pourra sortir à l'échéance de son contrat de prévoyance-retraite : <ul style="list-style-type: none">• à 100 % en capital (nouveau) ;• à 100 % en rente viagère payable mensuellement ;• ou une combinaison des 2 (50/50)

9. Les **plafonds annuels déductibles** de 336 EUR pour les **intérêts débiteurs** et de 672 EUR pour les primes d'assurance seront fusionnés en un plafond unique annuellement déductible de 672 EUR par personne faisant partie du ménage.
10. Un **abattement** de 5.000 EUR pour l'acquisition par un particulier des **véhicules neufs zéro émission** et de 2.000 EUR pour les véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé est introduit. L'acquisition d'un cycle neuf classique ou à pédalage assisté bénéficie d'un abattement de 300 EUR.

B. MESURES CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES EXERÇANT UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE ET LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

1. Le **report des pertes fiscales** est limité à une durée de 17 ans. Les pertes fiscales antérieures à 2017 restent déductibles sans limite dans le temps.
2. Les différents **taux de bonification d'impôt pour investissement** (investissement global pour la tranche ne dépassant pas les 150.000 EUR, investissement complémentaire, investissement en biens bénéficiant de l'amortissement spécial) augmentent d'un point de pourcent.
3. Une option pour demander de différer **l'amortissement normal pour usure d'un bien immobilisé** est introduite dans la loi fiscale.
4. La période d'application de la **bonification d'impôt** pour embauchage de chômeurs est étendue jusqu'au 31 décembre 2019.

C. MESURES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS DE CAPITAUX (p. ex. S.A., S.A.R.L., SCA)

1. **L'impôt sur le revenu des collectivités** est baissé progressivement de 21 % actuellement à 19 % en 2017 et à 18 % à partir de 2018.
2. **L'impôt sur la fortune minimum** des sociétés de participations financières (SOPARFI) passe de 3.210 EUR à 4.815 EUR.
3. Le **dépôt électronique de la déclaration fiscale** pour l'impôt sur le revenu, l'impôt commercial et l'impôt sur la fortune devient obligatoire pour les sociétés soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Pour en savoir plus sur la réforme fiscale : www.reforme-fiscale.public.lu

ÜBERBLICK ÜBER DIE STEUERGESETZGEBUNG IN LUXEMBURG GELTENDE UND BEVORSTEHENDE ÄNDERUNGEN IN 2017

I. Befristete, bereits eingeführte Steueränderungen

A. VERÄUSSERUNGSGEWINNE BEI PRIVATEN IMMOBILIEN

Der Steuersatz auf Veräußerungsgewinne beim Verkauf von Immobilien, die dem Privatvermögen zuzurechnen sind, beträgt anstelle des normalerweise geltenden halben persönlichen Gesamtsteuersatzes (taux global) nur ein Viertel des persönlichen Gesamtsteuersatzes. Der Kauf dieser Immobilien durch den Steuerpflichtigen muss zwei Jahre zurückliegen. Diese Änderung trat am 1. Juli 2016 in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 2017. Die Veräußerungsgewinne aus dem Verkauf der als Hauptwohnsitz dienenden Immobilie sind steuerfrei und von dieser vorübergehenden Änderung daher nicht betroffen.

B. BERICHTIGUNG DER STEUERERKLÄRUNG

Bis zum 31. Dezember 2017 haben Steuerzahler, die ihrer Steuerpflicht nicht nachgekommen sind, unter bestimmten Voraussetzungen die Möglichkeit, beim Finanzamt eine Berichtigung einzureichen. Durch diese zeitlich befristete Regelung muss der Steuerzahler keine Sanktionen wegen Steuerbetrugs fürchten, die sich auf das Zehnfache des hinterzogenen Betrags belaufen und mit einer Freiheitsstrafe von 1 Monat bis zu 5 Jahren einhergehen können.

Durch diese Selbstanzeige können in der Vergangenheit nicht angegebene Einkünfte/Vermögenswerte nachträglich angegeben werden. Natürliche Personen und Unternehmen, die – in Luxemburg oder im Ausland – über Vermögen verfügten oder Einkünfte erzielten und dies nicht in Luxemburg angaben, können dieses befristete Verfahren nutzen. Es bezieht sich insbesondere auf folgende Steuern:

- Einkommensteuer,
- Vermögenssteuer,
- Erbschaftsteuer und
- Eintragungsbühren (*droits d'enregistrement*).

Bei den **Einkünften aus Bankguthaben** sind die Erträge auf Guthaben **bei einer luxemburgischen oder bei einer ausländischen Bank** betroffen.



BGL
BNP PARIBAS

Die Bank
für eine Welt
im Wandel

Wie kann man seine Steuersituation berichtigen:

Ein Steuerpflichtiger, der Angaben nachträglich berichtigen möchte, reicht eigeninitiativ bei seinem zuständigen Finanzamt eine einmalige Gesamtberichtigung ein, die sämtliche Vermögenswerte und/oder Einkünfte umfasst, deren Angabe in den letzten 10 Jahren versäumt wurde, und fügt entsprechende Nachweise bei. Es ist somit nicht möglich, mehrere Berichtigungen vorzunehmen.

Wird die Selbstanzeige im Jahr 2016 eingereicht, so kommt auf den Steuerpflichtigen neben der Steuernachzahlung ein Zuschlag in Höhe von 10% des unverjährten hinterzogenen Betrags hinzu. Wird die Selbstanzeige im Jahr 2017 eingereicht, so kommt auf den Steuerpflichtigen neben der Steuernachzahlung ein Zuschlag in Höhe von 20% des unverjährten hinterzogenen Betrags hinzu. Die Steuernachzahlung und der Zuschlag sind von dem Steuerpflichtigen innerhalb eines Monats nach Erhalt des berichtigten Steuerbescheids zu begleichen.

Die Selbstanzeige muss eigeninitiativ eingereicht werden. Sie ist insbesondere dann nicht möglich, wenn am Tag der Selbstanzeige bereits ein Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren wegen dieser Steuerhinterziehung anhängig ist.

Ab 2018 besteht das oben beschriebene Verfahren zur Steuerberichtigung nicht mehr. Es finden dann die steuerrechtlich geregelten Sanktionen Anwendung.

Luxemburg nimmt ab 2017 an dem automatischen Informationsaustausch zwischen Mitgliedsstaaten der EU und anderen Nicht-EU-Staaten teil, der sich auf die Daten ab dem Jahr 2016 bezieht.

In diesem Rahmen wird Luxemburg Informationen zu in Luxemburg ansässigen Personen erhalten, die über ein Konto im Ausland verfügen. Ein automatischer Austausch von Daten aus dem Jahr 2017 zwischen Luxemburg und der Schweiz wird im Jahr 2018 eingeführt.

II. Im Rahmen der Steuerreform für 2017 angekündigte Steueränderungen

Bei diesen Maßnahmen handelt es sich um einen Gesetzesentwurf. Bis zur endgültigen Verabschiedung des Gesetzes sind daher noch Änderungen möglich.

A. STEUERÄNDERUNGEN FÜR PRIVATPERSONEN

1. Die vorübergehend eingeführte **Haushaltsausgleichssteuer (impôt d'équilibre budgétaire temporaire)** in Höhe von **0,5%** auf Erwerbseinkommen, Ersatzleistungen und Einkommen aus Vermögen wird wieder abgeschafft.
2. Die Steuerstufen in der **Steuertabelle** werden angepasst, und es werden neue Steuersätze für die Steuerklasse 1 eingeführt: Ab einem Jahreseinkommen von 150.000 EUR beläuft sich der Steuersatz auf **41%**, ab einem Jahreseinkommen von 200.000 EUR auf **42%**.
3. Die **abgeltende Quellensteuer auf Zinseinkünfte** wird von 10% auf 20% angehoben. Wie bisher findet die Quellensteuer keine Anwendung auf Sparkonten und -bücher, bei denen die Zinsen als Einmalzahlung gutgeschrieben werden, wenn die Zinsen den jährlichen Betrag von 250 EUR pro Person und Kreditinstitut nicht überschreiten.
4. Die **Besteuerung des Wohnwerts (valeur locative)** der privaten Immobilie wird abgeschafft.

5. Die **abzugsfähigen Höchstbeträge für Sollzinsen eines Immobiliendarlehens** zur Finanzierung des Hauptwohnsitzes (pro Haushaltsmitglied) werden folgendermaßen erhöht:

	Jahr des Einzugs & 5 Folgejahre	5 nachfolgende Jahre	weitere Folgejahre
Aktuell	1.500 EUR	1.125 EUR	750 EUR
Reform	2.000 EUR	1.500 EUR	1.000 EUR

Quelle: *reforme-fiscale.lu*

Informieren Sie sich über unsere [Lösungen zum Bauen, Kaufen; Renovieren oder Anlegen auf bgl.lu](#) oder in Ihrer Zweigstelle.

6. Der jährlich abzugsfähige Höchstbetrag für **Beitragszahlungen** zu einem Bausparvertrag wird für Bausparer bis zum 40. Lebensjahr verdoppelt (1.344 EUR pro Haushaltsmitglied gegenüber aktuell 672 EUR). Diese Maßnahme betrifft sowohl laufende Verträge als auch Neuabschlüsse. Nutzen Sie diese erhöhten Abzugsmöglichkeiten und informieren Sie sich über unsere **Bausparlösung von Schwäbisch Hall, mit der Sie gleichzeitig eine Immobilie finanzieren und Steuern sparen können.**

Informieren Sie sich über unsere Bausparlösung von [Schwäbisch Hall auf bgl.lu](#) oder in Ihrer Zweigstelle.

7. Zur Förderung des Angebots an Sozialwohnungen sind 50% der Nettomieteinkünfte aus der Immobilienvermietung an zugelassene Organisationen zur Verwaltung von Sozialwohnungen – wie die Agence Immobilière Sociale – steuerfrei.
8. Im Rahmen der Altersvorsorgeversicherung wird die aktuelle altersabhängige Staffelung der jährlich abzugsfähigen Beträge von 1.500 EUR bis 3.200 EUR (Artikel 111bis des luxemburgischen Einkommensteuergesetzes) abgeschafft. Ab dem 1. Januar 2017 steigt der abzugsfähige Höchstbetrag für diese Verträge, ungeachtet des Alters des Versicherungsnehmers, auf 3.200 EUR. Diese Maßnahme betrifft sowohl laufende Verträge als auch Neuabschlüsse.

Mit unserer Altersvorsorgeversicherung OptiPension+ können Sie diesen neuen Steuervorteil sowohl für bestehende Versicherungsverträge als auch für Neuabschlüsse voll ausnutzen.

Informieren Sie sich über [OptiPension+](#) auf [bgl.lu](#) oder in Ihrer Zweigstelle.

9. Weitere Neuheit bei den Altersvorsorgeverträgen: Im Hinblick auf die **Auszahlung des Ansparguthabens eines Altersvorsorgevertrages** ist im Zuge der Reform geplant, die aktuell geltende Vorgabe abzuschaffen, nach der höchstens 50% des Ansparguthabens in Form einer Kapitalleistung ausgezahlt werden darf und der Rest in einen Versicherungsvertrag einfließen muss, der die Zahlung einer monatlichen Rente garantiert. Künftig kann die Auszahlung entweder in Form einer Kapitalleistung oder in Form einer monatlichen Rente oder als Kombination aus beiden Varianten in den vom Versicherungsnehmer gewünschten Anteilen erfolgen. Diese Änderung betrifft auch bereits laufende Verträge.

Konkret bedeutet dies:

Situation bis zum 31.12.2016	Situation nach dem 01.01.2017
≤ 50% als Kapitaleistung und der Rest als monatliche Rente	Der Kunde hat am Ende der Laufzeit seines Altersvorsorgevertrages die Wahl: <ul style="list-style-type: none">• entweder 100% als Kapitaleistung (neu)• oder 100% als monatlich zahlbare Rente• oder eine Kombination aus beiden Varianten (50/50)

10. Die **abzugsfähigen jährlichen Höchstbeträge** von 336 EUR für **Sollzinsen** und 672 EUR für Versicherungsbeiträge werden zu einem gemeinsamen abzugsfähigen Höchstbetrag von 672 EUR pro Jahr und Haushaltsmitglied zusammengelegt.
11. Es wird ein **Abschlag** von 5.000 EUR beim Kauf eines **emissionsfreien Neuwagens** und von 2.000 EUR beim Kauf eines **Erdgasfahrzeugs** durch eine Privatperson eingeführt. Beim Kauf eines **neuen klassischen Fahrrads oder Pedelecs** wird ein Abschlag in Höhe von 300 EUR gewährt.

B. GESETZESÄNDERUNGEN MIT AUSWIRKUNGEN AUF NATÜRLICHE PERSONEN, DIE EINE GEWERBLICHE TÄTIGKEIT AUSÜBEN UND AUF GEWERBEBETRIEBE

1. Die Nutzung von **Verlustvorträgen** wird zeitlich auf 17 Jahre begrenzt. Vor 2017 angefallene Verluste können weiterhin zeitlich unbegrenzt abgezogen werden.
2. Die verschiedenen Sätze bei **Steuergutschriften für Investitionen** (Gesamtinvestitionen für die Tranche bis 150.000 EUR, zusätzliche Investitionen, Investition in Güter mit Sonderabschreibungsmöglichkeit) steigen um einen Prozentpunkt..
3. Des Weiteren sieht der Entwurf zum Steuergesetz die Option vor, **für Gegenstände des Anlagevermögens einen Aufschub der normalen Abschreibung** zu beantragen.
4. Der Anwendungszeitraum der **Steuergutschrift** für die Einstellung von Arbeitslosen wurde bis zum 31. Dezember 2019 verlängert.

C. GESETZESÄNDERUNGEN MIT AUSWIRKUNGEN AUF KAPITALGESELLSCHAFTEN (Z. B. S.A., S.A.R.L., SCA)

1. **Der Körperschaftsteuersatz** (*impôt sur le revenu des collectivités*) wird schrittweise von aktuell 21% auf 19% im Jahr 2017 und 18% ab dem Jahr 2018 gesenkt.
2. **Die Mindestvermögensbesteuerung** (*impôt sur la fortune minimum*) für Finanzbeteiligungsgesellschaften (*sociétés de participations financières, SOPARFI*) steigt von 3.210 EUR auf 4.815 EUR.
3. Körperschaftssteuerpflichtige Unternehmen müssen die **Erklärung** zur Körperschaftsteuer, Gewerbesteuer, und Vermögensteuer **auf elektronischem Wege** abgeben.

Weitere Informationen über die Steueränderungen finden Sie unter www.reforme-fiscale.public.lu

LUXEMBOURG TAX UPDATE

EXISTING MEASURES AND THOSE COMING INTO FORCE IN 2017

I. Temporary measures already in force

A. CAPITAL GAINS MADE BY INDIVIDUALS ON REAL ESTATE

Capital gains made on the sale of real estate involving a taxpayer's private wealth will be taxed at **25% of the taxpayer's overall effective tax rate** (instead of the standard 50%). The taxpayer must have owned this property for at least two years. This measure is valid from 1 July 2016 until 31 December 2017. Capital gains made on the sale of a main residence are not taxable and are therefore not affected by this temporary measure.

B. TAX AMNESTY

Until 31 December 2017, taxpayers who have not met their tax obligations may, under certain conditions, rectify their tax situation with the tax authorities. This temporary scheme means that taxpayers will not face tax fraud sanctions, which can be as much as fines of up to ten times the amount of unpaid taxes combined with a prison sentence ranging from 1 month to 5 years.

The tax amnesty allows any previously undeclared income/assets to be declared. As such, natural persons and companies having held assets or received income – from a Luxembourg or foreign source – for which no Luxembourg tax return has been filed, may follow this temporary procedure. In particular, it covers:

- income tax,
- net wealth tax,
- inheritance tax and
- stamp duty.

With regard to **banking income**, this applies to assets or income held in **a Luxembourg or foreign bank**.

How to rectify your tax situation:

Taxpayers wishing to rectify their tax situation must file a **single and exhaustive voluntary corrective tax return covering all assets held and/or income received** that have not been declared in a tax return filed with their tax office in the past 10 years, accompanied by supporting documents. It is not possible, therefore, to benefit from the tax amnesty on more than one occasion.



BGL
BNP PARIBAS

The bank
for a changing
world

If the corrective tax return is filed in 2016, taxpayers will pay the amount of unpaid tax plus a surcharge corresponding to 10% of the amount of unpaid tax. If the corrective tax return is filed in 2017, taxpayers will pay the amount of unpaid tax plus a surcharge corresponding to 20% of the amount of unpaid tax. Taxpayers must pay the unpaid tax plus the surcharge within one month from the date of notification of the corrective tax notice.

The corrective tax return must be filed unprompted, and the situation can only be rectified if, in particular, no administrative or judicial proceedings have already been initiated involving the unpaid tax before the date of filing of the corrective tax return.

From 2018, the tax amnesty procedure as described above will cease to apply. Taxpayers will therefore be subject to the sanctions laid down by the tax legislation.

From 2017, Luxembourg will automatically exchange information relating to 2016 within the European Union, as well as with non-european countries.

In this respect, Luxembourg will receive information concerning Luxembourg residents that hold accounts abroad. The automatic exchange of information relating to 2017 between Switzerland and Luxembourg will take place in 2018.

II. Measures announced under the 2017 tax reform

As the reform is a bill, these measures are yet to be adopted and may be amended before the final vote on the text.

A. MEASURES CONCERNING INDIVIDUALS

1. **The temporary budget balancing tax of 0.5%** on professional income, income substitution benefit and capital income will be abolished.
2. The **tax scale** will be revised with an adjustment made to the tranches and a new rate of tax introduced for class 1, namely **41%** for annual income above EUR 150,000 and a maximum rate of **42%** for annual income exceeding EUR 200,000.
3. The **rate of final withholding tax on interest will increase** from 10% to 20%. As is the case currently, withholding tax will not apply to savings accounts and books for which interest is credited once, provided that the interest does not exceed an annual amount of EUR 250 per person and per credit institution.
4. **Tax on the rental value** of a property occupied by the owner will be abolished.

The **maximum deductible amounts for mortgage interest** for properties occupied by the homeowner will be increased per member of the household as follows:

	First year of occupation and 5 subsequent years	5 subsequent years	Subsequent years
Currently	EUR 1,500	EUR 1,125	EUR 750
Reform	EUR 2,000	EUR 1,500	EUR 1,000

source: *reforme-fiscale.public.lu*

Discover our solutions for **building, buying, renovating or investing** on bgl.lu or in-branch.

- The annual maximum deductible amount on payments made into a **home savings scheme** will be doubled for taxpayers under the age of 40 (EUR 1,344 per person belonging to the household, compared with EUR 672 currently). This measure affects both new and existing policies.

Take advantage of this new threshold and find out more about our Schwäbisch Hall home savings schemes, which allow you to finance a property purchase while benefiting from tax deductions.

Discover **Schwäbisch Hall** home savings on bgl.lu or in-branch.

- To stimulate the supply of **social housing**, 50% of net income arising from the rental of housing to approved social organisations (such as Agence Immobilière Sociale) is exempt.
- With regard to **pension savings schemes**, the current scale of annual maximum deductible amounts ranging from EUR 1,500 to EUR 3,200 according to the policyholder's age (article 111bis of the law on income tax) will be abolished. On 1 January 2017, the maximum deductible amount for these policies will be increased to EUR 3,200 regardless of the policyholder's age. This measure affects both new and existing policies.

Our OptiPension⁺ retirement pension plan allows you to take full advantage of this reform for both new and existing policies.

Discover **OptiPension⁺** on bgl.lu or in-branch.

- As regards the **redemption of savings accumulated as part of a pension savings scheme**, the reform will abolish the current obligation to redeem up to 50% of the accumulated savings as a lump sum and, with the remaining balance, take out or change to an insurance policy offering a life annuity payable monthly. In future, savings may be redeemed as a lump sum, as a life annuity payable monthly or as a combination of both in the proportions determined by the policyholder. Existing policies will also be affected by this measure.

In practice:

Until 31/12/2016	As of 01/01/2017
≤ 50% of the capital, the rest as a life annuity	When the pension savings scheme reaches maturity, clients may redeem: <ul style="list-style-type: none">• the full amount as a lump sum (new)• the full amount as a lifetime annuity payable monthly• a combination of both (50/50)

9. The **annual maximum deductible** amounts of EUR 336 for **debit interest** and EUR 672 for insurance premiums will be merged to create a combined annual maximum deductible amount of EUR 672 per person belonging to the household.
10. An **allowance** of EUR 5,000 for the purchase of **new zero-emission vehicles** and EUR 2,000 for **hydrogen-powered vehicles** has been introduced. The purchase of a **new traditional bike or e-bike** is eligible for an allowance of EUR 300.

B. MEASURES AFFECTING NATURAL PERSONS ENGAGED IN A COMMERCIAL ACTIVITY AND COMMERCIAL COMPANIES

1. The **carrying forward of tax losses** is limited to 17 years. Tax losses incurred before 2017 may still be carried forward without any time limitation.
2. The different **rates of tax credit for investment** (global investments on the first tranche of investments not exceeding EUR 150,000, additional investments, investment in assets eligible for a special depreciation) will increase by 1%.
3. An option to request the deferral **of normal depreciation for wear and tear on capital assets** has been introduced in the tax legislation.
4. The **tax credit** for the hiring of unemployed persons is extended until 31 December 2019.

C. MEASURES CONCERNING CAPITAL COMPANIES (E.G. S.A., S.A.R.L., SCA)

1. **Corporate income tax** is to be decreased gradually from 21% (currently) to 19% in 2017 and 18% from 2018.
2. **The minimum net wealth tax** applicable to SOPARFIs (financial holdings companies) is to increase from EUR 3,210 to EUR 4,815.
3. **Electronic filing** of returns for income tax, municipal business tax and net wealth tax is to become a mandatory requirement for companies subject to corporate income tax.

For more information on the tax reform, visit : www.reforme-fiscale.public.lu